



Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 22 a) de l'ordre du jour provisoire*

Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement

Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027)

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Conformément à la résolution [78/164](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport contient un examen des progrès accomplis, des lacunes relevées et des problèmes rencontrés pour ce qui est de l'élimination de la pauvreté, l'accent étant mis sur les pays en développement. Il aborde la question de la féminisation de la pauvreté et passe en revue les mesures, programmes et politiques clés qui se sont révélés efficaces pour réduire la prévalence de la pauvreté. Il contient également un résumé des activités menées par les entités des Nations Unies pour mettre en œuvre le plan d'action du système pour l'élimination de la pauvreté. Le rapport s'achève sur des recommandations qui visent à accélérer les progrès en vue de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation des objectifs de développement durable en actionnant les leviers que sont les systèmes agroalimentaires, l'autonomisation des femmes, la protection sociale et la couverture sanitaire universelles, l'enseignement de qualité, le travail décent, les modes de financement novateurs, la réforme financière internationale et la restructuration soutenable de la dette.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Les efforts déployés au niveau mondial pour éliminer la pauvreté continuent de se heurter à de sérieux obstacles en raison de la conjonction de multiples crises mondiales, telles que la crise du coût de la vie, les changements climatiques et les conflits. Ces crises ont contribué à la stagnation, voire, dans certains cas, à l'inversion des progrès accomplis depuis les années 1990.

2. Face à la conjonction des crises, les pays et les populations sont confrontés à de nombreux défis multiformes dans leurs efforts d'élimination de la pauvreté, notamment à l'insuffisance des ressources financières, qui aggravent les inégalités structurelles existantes et les injustices systémiques qui perpétuent les pièges de la pauvreté, en particulier pour les personnes en situation de vulnérabilité. Les inégalités d'accès à l'éducation et à l'emploi, les normes sociales discriminatoires et la représentation politique limitée exacerbent encore les disparités et aggravent sensiblement la pauvreté. L'incapacité à accélérer l'élimination de la pauvreté entravera les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et compromettra l'engagement de ne laisser personne de côté.

3. Le présent rapport contient un aperçu des mesures, programmes et politiques qui se sont révélés efficaces pour réduire la pauvreté et qui sont actuellement mis en œuvre par divers pays dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027). Dans ce rapport, le Secrétaire général entend éclairer et orienter les discussions sur l'élimination de la pauvreté dans la perspective du Sommet de l'avenir, en 2024, et du Deuxième Sommet mondial pour le développement social, en 2025, afin de contribuer à l'élaboration d'engagements éclairés et de stratégies concrètes pour progresser sur la voie du développement social.

II. Progrès accomplis et lacunes relevées en matière d'élimination de la pauvreté¹

A. Tendances en matière d'extrême pauvreté

4. Entre 1990 et 2010, la prévalence mondiale de l'extrême pauvreté a été réduite de moitié. Néanmoins, en 2010, plus d'un milliard de personnes, soit 15,9 % de la population mondiale, vivaient en dessous du seuil international de pauvreté de 2,15 dollars par jour. La prévalence de l'extrême pauvreté a continué de diminuer dans le monde jusqu'en 2018, où elle concernait 677 millions de personnes, soit 8,9 % de la population. Cependant, alors que l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Europe et l'Asie centrale ainsi que l'Asie du Sud ont enregistré des baisses importantes, la prévalence de l'extrême pauvreté a augmenté au cours de la même période dans la

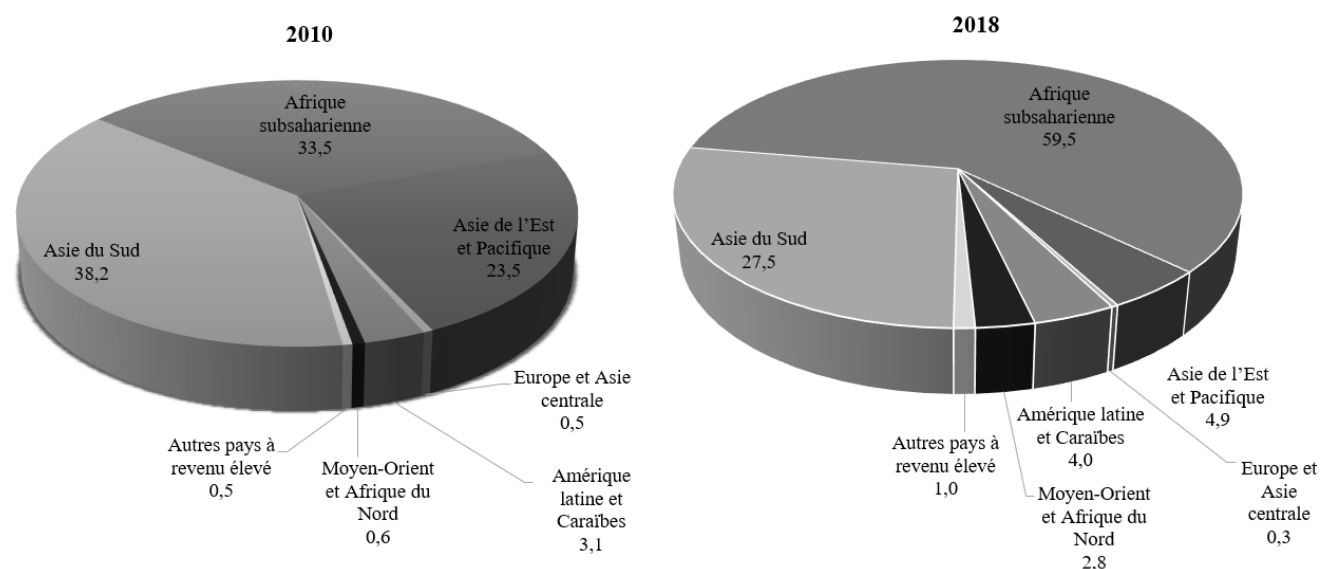
¹ Voir <https://pip.worldbank.org/home> (consulté le 8 mai 2024) ; <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/69d007a1a509633933b92b3804d0e504-0350012024/original/poverty-and-inequality-spring-update-6.pdf> ; A/79/79-E/2024/54 ; <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099835007242399476/pdf/IDU0965118d1098b8048870ac0e0cb5aeb049f98.pdf> ; <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communique-de-presse/2024/03/1-femme-sur-10-dans-le-monde-vit-dans-lextreme-pauvrete> ; www.worldbank.org/en/research/publication/prospects-risks-and-policies-in-IDA-countries ; <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/emploi-et-questions-sociales-dans-le-monde-tendances-2024> ; www.wfp.org/publications/state-food-security-and-nutrition-world-sofi-report-2024 ; https://www.banquemondiale.org/fr/news/statement/2022/04/13/joint-statement-the-heads-of-the-world-bank-group-imf-wfp-and-wto-call-for-urgent-coordinated-action-on-food-security?_gl=1*tkow* _gcl_au*MTkyMTY4MTYwOS4xNzIzMjA2MzIz.

région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ainsi qu'en Afrique subsaharienne (voir la figure I).

5. En 2019 et 2020, les efforts mondiaux de réduction de la pauvreté ont subi un sérieux revers en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et d'autres chocs majeurs. En conséquence, nous avons assisté à la première augmentation depuis des décennies de la prévalence mondiale de l'extrême pauvreté (voir figure II), qui est passée de 8,9 % (689 millions de personnes) à 9,7 % (762 millions).

Figure I

Répartition régionale estimée de la population vivant dans l'extrême pauvreté (en pourcentage), 2010 et 2018

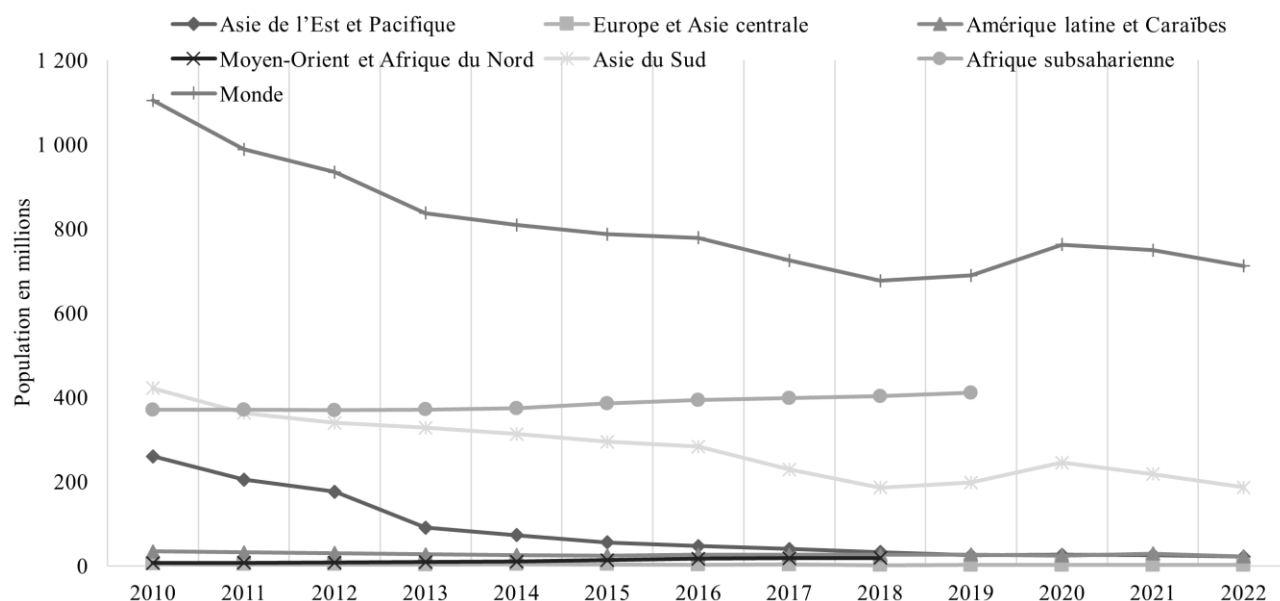


Source : Banque mondiale, Poverty and Inequality Platform, consultable à l'adresse <https://pip.worldbank.org/home> (14 mai 2024).

6. En 2022, la prévalence est restée supérieure aux niveaux d'avant la pandémie, avec 712 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde, ce qui indiquait une lente reprise, en particulier en Afrique subsaharienne, qui concentre environ 60 % de l'extrême pauvreté mondiale. Si les tendances actuelles se confirment, 590 millions de personnes, soit 6,9 % de la population mondiale, vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030.

7. Au début des années 1990, les pays à faible revenu concentraient plus de 90 % de l'extrême pauvreté mondiale. Ce chiffre est tombé à 30 % en 2010 avant de remonter à 40 % en 2023. En 2030, la plupart des personnes extrêmement pauvres dans le monde devraient résider dans des pays à faible revenu. La concentration de l'extrême pauvreté dans des pays à faible revenu moins nombreux et moins peuplés qu'en 1990 souligne la nécessité de déployer des efforts ciblés pour éliminer la pauvreté dans le monde d'ici à 2030.

Figure II
Estimation du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, par région, 2010-2022



Source : Banque mondiale. Poverty and Inequality Platform, consultable à l'adresse <https://pip.worldbank.org/home> (14 mai 2024).

B. Où résident les pauvres et qui sont-ils ?

8. La plupart des personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont des enfants, qui ont plus de deux fois plus de risques que les adultes de connaître l'extrême pauvreté, alors qu'ils représentent moins d'un tiers de la population totale. De 2013 à 2022, l'extrême pauvreté des enfants est passée de 20,7 à 15,9 % (même niveau qu'en 2019). En valeur absolue, 333 millions d'enfants vivaient dans l'extrême pauvreté en 2022, soit 47 % de l'extrême pauvreté dans le monde.

9. Au niveau régional, la pauvreté touchant les enfants se concentre de plus en plus en Afrique subsaharienne, où 40 % des enfants vivent dans l'extrême pauvreté. Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la proportion d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 3,4 % à 10 % entre 2013 et 2022, principalement en raison de la forte augmentation de l'extrême pauvreté touchant les enfants au Yémen. En Asie du Sud, 9,7 % des enfants vivent dans l'extrême pauvreté.

10. Le nombre de femmes et de filles vivant dans des zones touchées par des conflits a doublé entre 2017 et 2022, pour atteindre plus de 614 millions. Dans les zones de conflit, les femmes et les filles sont presque huit fois plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté que celles vivant dans d'autres contextes. En 2023, environ 324 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté résidaient dans 33 pays classés comme fragiles et touchés par des conflits. En 2030, près de 60 % des personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde vivront dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence. En ce qui concerne les travailleurs pauvres, le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde a augmenté d'environ 1 million, passant de 240 millions en 2022 à 241 millions en 2023. Rien qu'en Afrique subsaharienne, 145 millions de personnes, soit un tiers de la population active, vivaient dans une situation d'extrême pauvreté laborieuse.

11. Contrairement à l'évolution de la pauvreté monétaire, des progrès ont été observés dans la prévalence de la pauvreté multidimensionnelle². Dans 110 pays en développement totalisant 6,1 milliards d'habitants, 1,1 milliard de personnes (soit 18 %) étaient en situation de pauvreté multidimensionnelle en 2023. Parmi eux, 83 % vivaient en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud (534 millions et 389 millions, respectivement). Les enfants sont surreprésentés par rapport aux adultes. Environ 28 % d'entre eux étaient en situation de pauvreté multidimensionnelle en 2023, contre 13,4 % des adultes, ce qui met en évidence le risque d'engrenage de la pauvreté intergénérationnelle. Près de 84 % des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle vivaient en zone rurale, pour la plupart en Asie du Sud.

12. Parmi les 81 pays analysés pour l'établissement des tendances entre 2000 et 2020, 25 pays ont réussi à réduire de moitié³ la valeur de leur indice de pauvreté multidimensionnelle en l'espace de 15 ans, ce qui montre que des progrès rapides sont possibles. La Sierra Leone, le Timor-Leste et le Togo ont enregistré la réduction la plus rapide de la proportion de personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle. L'Inde a connu la plus forte baisse du nombre de personnes (415 millions) et, en Chine, plus de 95 millions de personnes sont sorties de la pauvreté en l'espace de quatre à cinq ans. Des pays comme le Bangladesh et l'Indonésie ont également réussi à réduire de manière significative leurs niveaux de pauvreté multidimensionnelle.

13. Toutefois, ces chiffres ont augmenté dans 15 pays, dont la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et le Nigéria. En outre, aucun des 37 pays présentant les taux les plus élevés de pauvreté multidimensionnelle, dont 33 se trouvent en Afrique subsaharienne, n'est parvenu à réduire son niveau de pauvreté de moitié. Cela souligne qu'il est urgent d'accélérer les efforts d'élimination de la pauvreté dans ces pays, notamment en raison de leur vulnérabilité aux changements climatiques, aux conflits et aux chocs économiques.

14. En 2023, environ 2,3 milliards de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave. Entre 713 et 757 millions de personnes pourraient avoir souffert de la faim, soit une augmentation d'environ 152 millions par rapport aux niveaux prépandémiques de 2019. Des progrès en matière de réduction de la faim ont été constatés en Amérique latine et dans les Caraïbes, tandis que la situation est restée inchangée en Asie. Toutefois, la faim a augmenté en Afrique, qui reste la région la plus durement touchée, avec 20,4 % de la population concernée. D'après les projections, 582 millions de personnes souffriront de sous-alimentation chronique à la fin de la décennie, dont plus de la moitié en Afrique.

15. Au niveau mondial, l'écart de prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave entre les hommes et les femmes a diminué, passant de 3,6 points de pourcentage en 2021 à 2,3 en 2022 et se réduisant encore pour atteindre 1,3 point de pourcentage en 2023. La Banque mondiale a estimé que chaque augmentation supplémentaire de 1 % des prix des denrées alimentaires fera basculer près de 10 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, ce qui leur rendra l'alimentation encore plus inaccessible.

² Mesurée au moyen de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, outil de mesure internationale de l'extrême pauvreté multidimensionnelle couvrant plus de 100 pays en développement.

³ L'évolution de l'indice de pauvreté multidimensionnelle dans le temps peut être utilisée pour déterminer si les pays sont sur la bonne voie pour atteindre la cible 2.1 des objectifs de développement durable.

III. Problèmes rencontrés pour mettre fin à la pauvreté

A. Absence de transformations structurelles et de gestion durable de l'énergie⁴

16. Les transformations économiques structurelles constituent un moteur essentiel de la croissance économique soutenue et offrent des possibilités d'emplois et de moyens de subsistance de meilleure qualité à un plus grand nombre de personnes, ce qui contribue à l'élimination de la pauvreté et à la réduction des inégalités. Historiquement, les transformations économiques ont toujours été le fruit de l'industrie ; plus récemment, cependant, les services en ont également été un moteur.

17. En Afrique, toutefois, de nombreuses économies, en particulier celles qui affichent des taux de pauvreté élevés, sont encore peu diversifiées et restent dépendantes des exportations de matières premières. L'Afrique peut pourtant exploiter sa richesse en minerais essentiels pour les technologies renouvelables actuelles afin d'amorcer une transformation structurelle et de renforcer ses capacités productives qui favoriseront la prospérité, la croissance économique, la diversification économique, l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales à haute valeur ajoutée et le développement durable, y compris la création d'emplois décents et la réduction de la pauvreté. Actuellement, les pays africains génèrent moins de la moitié des revenus qu'ils pourraient tirer de ces ressources en raison d'un ajout de valeur limité, de problèmes de gouvernance et d'infrastructures, ainsi que d'autres obstacles.

18. L'Afrique souffre également d'un paradoxe énergétique, caractérisé par sa richesse en ressources énergétiques mais un accès limité à l'électricité, qui entrave sa croissance économique et son développement social. Le continent dispose en effet d'un énorme potentiel de production d'hydroélectricité et d'énergie solaire et éolienne, le fleuve Congo pouvant à lui seul produire jusqu'à 100 000 mégawatts (MW) d'électricité, soit l'équivalent d'un cinquième du potentiel hydroélectrique mondial. Pourtant, 75 % de la population mondiale qui n'a pas accès à l'électricité vit en Afrique ; 580 millions de personnes y sont privées de services énergétiques modernes.

B. Persistance de la pauvreté laborieuse et de l'économie clandestine⁵

19. L'emploi productif et le travail décent sont de nécessaires antidotes à la pauvreté. Si la création d'emplois a quelque peu été relancée depuis la pandémie de COVID-19, la pauvreté des travailleurs et l'économie clandestine continuent d'augmenter. Depuis 2022, le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté d'environ 1 million, pour atteindre 241 millions en 2023. Beaucoup plus de travailleurs vivent dans une pauvreté modérée, ce qui entrave la planification à long terme et les perspectives.

20. L'emploi informel reste obstinément élevé et en augmentation ; il concerne 2 milliards de personnes dans le monde en 2024 (contre 1,7 milliard en 2005). L'absence de création d'emplois décents associée à l'augmentation de la population mondiale en âge de travailler signifie désormais que 58 % de l'ensemble des

⁴ Voir www.un.org/osaa/sites/www.un.org.osaa/files/files/Reports/2023/2023-nepad-report/2023-nepad-report_fr.pdf ; <https://unctad.org/fr/publication/rapport-2023-sur-le-developpement-economique-en-afrique>.

⁵ Voir <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/emploi-et-questions-sociales-dans-le-monde-tendances-2024>.

travailleurs restent piégés dans des emplois précaires, souvent dangereux, mal rémunérés et dépourvus de couverture sociale.

21. Les écarts entre les genres en ce qui concerne le taux d'activité sont toujours très importants. Dans la population âgée de 15 ans ou plus en 2024, moins de 46 % des femmes ont un emploi, contre plus de 69 % des hommes. Parmi les femmes qui ont un emploi, nombreuses sont celles qui travaillent moins d'heures, souvent pour des salaires inférieurs, d'où des écarts de rémunération importants. Dans les pays à revenu élevé et dans les pays à faible revenu, les travailleuses perçoivent respectivement 73 % et 44 % du salaire des hommes.

C. Accès limité à un enseignement de qualité⁶

22. L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre la pauvreté et l'engrenage de la pauvreté intergénérationnelle, car elle fournit des ressources et des compétences et ouvre des perspectives économiques et professionnelles susceptibles d'améliorer les moyens de subsistance et les conditions de vie. Ces progrès peuvent doper les résultats en matière de santé et d'égalité des genres ainsi que la résilience face à divers chocs extérieurs, tels que les catastrophes météorologiques et d'autres effets des changements climatiques, autant de résultats qui peuvent contribuer à faire reculer les niveaux de pauvreté. Si tous les adultes achevaient leurs études secondaires, le taux de pauvreté mondial serait largement réduit de moitié.

23. Cependant, les systèmes éducatifs restent confrontés à de nombreux défis dans les pays à faible revenu, et l'accès à l'éducation demeure limité pour les personnes vivant dans la pauvreté à travers le monde. Le principal défi est le manque d'investissements et d'infrastructures. De nombreuses économies à faible revenu disposent d'une population jeune conséquente mais de budgets publics modestes, ce qui se traduit par des dépenses moindres par enfant d'âge scolaire. En 2020, et en moyenne, les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont dépensé respectivement 53 dollars et 318 dollars par enfant d'âge scolaire, contre 980 dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 7 800 dollars pour les pays à revenu élevé.

24. Le deuxième défi majeur en matière d'éducation demeure la faiblesse de la fréquentation scolaire associée à la pauvreté des apprentissages pour les enfants des ménages et pays à faible revenu, en particulier les filles. Dans les pays à faible revenu, les enfants en âge de fréquenter l'école primaire, le premier cycle du secondaire et le deuxième cycle du secondaire ont, respectivement, 13 fois, 23 fois et 12 fois plus de risques de ne pas être scolarisés que ceux des pays à revenu élevé (voir figure III). Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les enfants des 20 % les plus pauvres de la population ont huit fois plus de risques de ne pas être scolarisés que les enfants des 20 % les plus riches. En outre, la pénurie d'enseignants qualifiés contribue à la mauvaise qualité de l'enseignement.

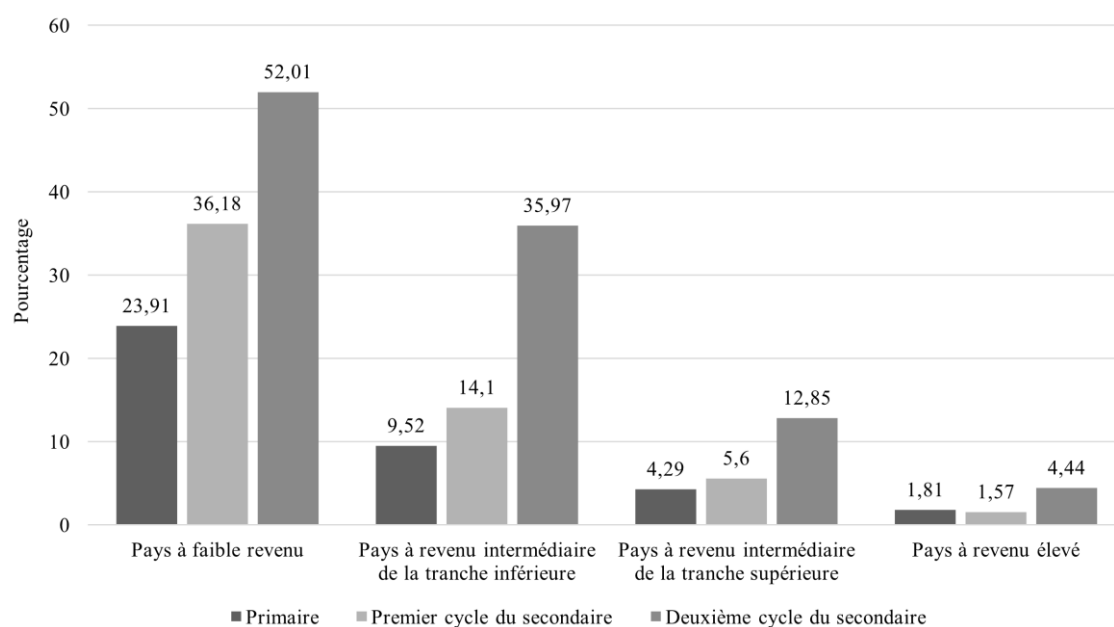
25. En conséquence, les déficits de compétences acquises dans le cadre de l'éducation sont beaucoup plus importants dans les pays à faible revenu, la proportion d'enfants n'ayant pas les aptitudes de base (alphabétisation fonctionnelle) atteignant 94 % en Afrique subsaharienne, 88 % en Asie du Sud et en Asie occidentale, 74 % dans les États arabes et 64 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, contre 25 %

⁶ Voir <https://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/reducing-global-poverty-through-universal-primary-secondary-education.pdf> ; <https://mo.ibrahim.foundation/news/2023/public-debt-africa-structure-primary-issue-not-volume> ; www.imf.org/fr/News/Articles/2023/09/26/cf-how-to-avoid-a-debt-crisis-in-sub-saharan-africa ; et <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389852>.

dans les pays à revenu élevé. En Afrique subsaharienne, ces lacunes en matière d'éducation et d'apprentissage ont des répercussions intergénérationnelles durables. Traduit en impact économique pour la société, on estime que le coût des enfants quittant l'école prématurément représente 19 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que le coût des enfants dépourvus des aptitudes de base s'élève à 26 % du PIB.

Figure III

Estimation du taux de non-scolarisation (en pourcentage) par niveau scolaire et par groupe de pays classés selon le revenu, 2023



Source : Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, consultables à l'adresse <https://sdg4-data.uis.unesco.org/> (juillet 2023).

D. Absence de couverture sanitaire universelle⁷

26. La couverture sanitaire universelle contribue non seulement à améliorer les résultats en matière de santé, mais joue également un rôle de premier plan dans la réduction de la pauvreté, car elle permet à toute personne d'accéder à l'ensemble des services de santé essentiels dont elle a besoin, sans l'exposer à des difficultés financières. Environ 4,5 milliards de personnes dans le monde n'étaient pas entièrement couvertes par les services de santé essentiels en 2021. En 2019, les dépenses de santé à la charge des patients ont fait sombrer 344 millions de personnes dans l'extrême pauvreté et 1,3 milliard dans la pauvreté relative.

27. Au sein des pays, en particulier dans les pays à faible revenu, les inégalités d'accès aux soins de santé sont généralement beaucoup plus prononcées. Le revenu, le niveau d'instruction et le lieu de résidence déterminent les niveaux d'accès aux services de santé reproductive et de santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent, par exemple. Les personnes qui vivent dans des ménages où l'on trouve des personnes âgées de 60 ans ou plus sont plus souvent confrontées à des difficultés financières liées à des dépenses de santé directes catastrophiques.

⁷ Voir [www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/universal-health-coverage-\(uhc\)](http://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/universal-health-coverage-(uhc)) et <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/376869/9789240094703-eng.pdf>.

28. Le monde est confronté au double fardeau de la malnutrition, avec des taux croissants de surpoids/obésité mais également de dénutrition. En 2022, plus d'un milliard de personnes âgées de 5 ans ou plus souffraient d'obésité, tandis que plus d'un demi-milliard présentaient une insuffisance pondérale. La même année, 148 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, 45 millions d'une émaciation et 37 millions étaient en surpoids. La malnutrition affecte non seulement la santé mais aussi le développement socioéconomique des pays.

E. Faible autonomisation des femmes et fécondité élevée⁸

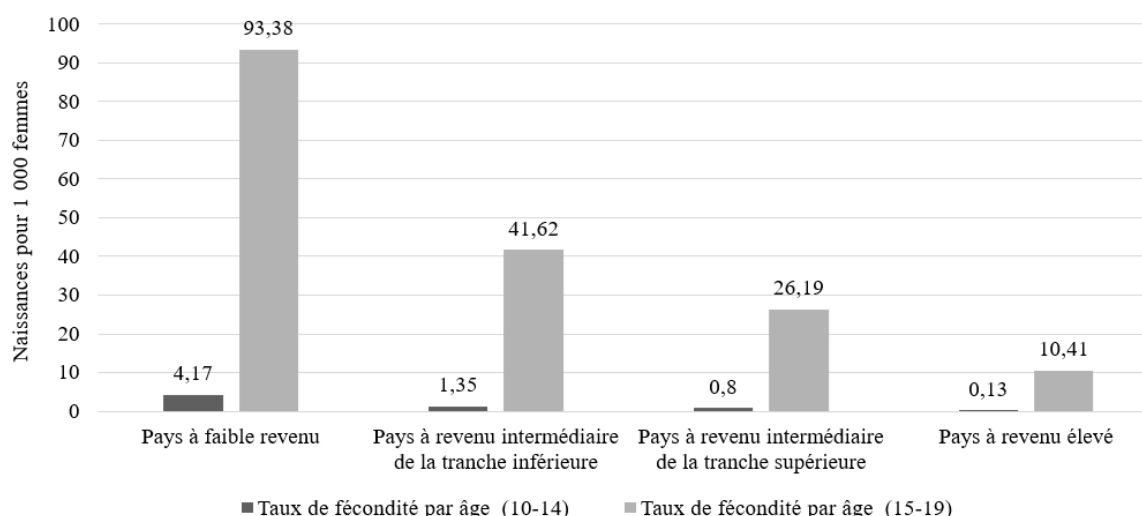
29. La participation des femmes à la prise de décisions en matière de procréation implique de leur donner les moyens d'agir sur des questions telles que le nombre d'enfants qu'elles souhaitent, le moment et l'espacement des naissances. Les femmes qui sont autonomes et celles qui participent beaucoup à la prise de décisions au sein du foyer ont moins de grossesses non désirées, moins d'enfants et moins de grossesses rapprochées. Dans le même temps, la fécondité tend à être étroitement associée à la pauvreté des femmes.

30. Les pays ayant des taux de fécondité élevés ont tendance à avoir de mauvaises conditions socioéconomiques, telles qu'un revenu national brut par habitant et un indice de développement humain faibles, et leur économie est souvent dépendante des travaux agricoles, avec une proportion importante de population rurale. La fécondité élevée est largement due à la grossesse chez les adolescentes, qui nuit à leur développement social et physique et à leur capacité à achever leurs études, ce qui a souvent de graves conséquences sur leur indépendance, leur santé et leur bien-être économique. La fécondité des adolescentes favorise souvent la pauvreté intergénérationnelle. Au niveau mondial, la fécondité des adolescentes est beaucoup plus élevée dans les pays à faible revenu, en raison d'un important besoin non satisfait en matière de contraception moderne. Les taux de fécondité par âge des filles âgées de 10 à 14 ans (fécondité des jeunes adolescentes) dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont respectivement 32 fois et 10 fois plus élevés que dans les pays à revenu élevé. Les taux de fécondité par âge des filles âgées de 15 à 19 ans (fécondité des adolescentes) sont 9 fois et 4 fois plus élevés dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure que dans les pays à revenu élevé (voir figure IV). En outre, la fécondité des adolescentes est d'autant plus élevée qu'elles vivent dans la pauvreté, ont un faible niveau d'instruction et résident en zone rurale, ce qui découle le plus souvent de leur manque de pouvoir, de perspectives et de choix.

⁸ Voir www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/desa_pd_2017_fertility_among_young_adolescents.pdf ; <https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/58371/978-3-031-11840-1.pdf> ; www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/wpp2022_summary_of_results.pdf ; et www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9469636.

Figure IV

Estimation des taux de fécondité des femmes et des filles âgées de 10 à 14 ans et de 15 à 19 ans (naissances pour 1 000 femmes) par groupe de pays classés selon le revenu, 2023



Source : Nations Unies, 2022, *World Population Prospects 2022 – Special Aggregates*, édition en ligne.

31. L'accès à la contraception moderne est crucial pour l'autonomisation des femmes et leur choix d'avoir ou non des enfants. Il a été démontré que les programmes volontaires de planification familiale, qui proposent aux femmes et aux couples un accès facile à une large gamme de méthodes contraceptives abordables, fiables et de qualité, ainsi qu'aux services connexes, entraînaient une augmentation de 25 à 35 % de l'utilisation des contraceptifs et une baisse de la fécondité totale d'environ 1,5 naissance par femme, d'où une forte réduction de la croissance démographique future. L'utilisation de moyens de contraception modernes accroît également le pouvoir décisionnel et l'autonomie des femmes et leur permet de mieux planifier leur vie personnelle et professionnelle.

32. Il conviendrait d'aider les pays qui affichent des taux de fécondité élevés à investir davantage dans l'éducation, la santé et la planification familiale afin que leur population puisse sortir de la pauvreté, compte tenu du cercle vicieux qui existe entre les taux de fécondité élevés et le développement, y compris la pauvreté.

F. Absence de protection sociale⁹

33. Il est bien établi que la protection sociale réduit les inégalités et prévient la pauvreté, en atténuant les effets des crises socioéconomiques et en jouant un rôle de stabilisateur économique. Pourtant, en 2020, plus de la moitié de la population mondiale, soit 4 milliards de personnes, n'avait accès à aucune forme de protection sociale, ce qui l'obligeait à lutter seule contre les chocs économiques ou les risques tout au long du cycle de vie. Les pays affichant des niveaux élevés d'extrême pauvreté (situés essentiellement en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et dans les régions touchées par la fragilité, les conflits et la violence) sont également ceux qui disposent des plus mauvais systèmes de protection sociale : seulement 7,8 % des personnes

⁹ Voir www.social-protection.org/gimi/Media.action?id=19074 ; et www.ilo.org/fr/recherche-et-publications/rapports-phares-et-publications-essentielles/rapport-mondial-sur-la-protectionsociale/rapport-mondial-sur-la-protection-sociale-2020-22.

vulnérables perçoivent des allocations dans les pays à faible revenu et 15,2 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

34. Les pays en développement auront besoin de 1 200 milliards de dollars d'investissements supplémentaires pour combler leur déficit de financement des services de protection sociale et garantir à leur population un minimum en termes de sécurité, de revenu et de soins de santé. Même dans les pays à faible revenu, il est possible d'accroître durablement la marge de manœuvre budgétaire au profit de la protection sociale, par exemple en élargissant l'assiette fiscale, en mettant en place des systèmes d'imposition équitable et progressive et en luttant contre l'économie souterraine, les flux financiers illicites et la fraude fiscale. Ces pays ont également besoin d'une assistance financière et technique conséquente de la part de la communauté internationale pour compléter leurs ressources nationales afin de combler leur déficit de financement des services de protection sociale d'ici 2030.

IV. Féminisation de la pauvreté¹⁰

35. La féminisation de la pauvreté reste un défi mondial pressant, qui révèle les inégalités systémiques qui persistent malgré les efforts déployés en faveur de l'égalité des genres et du développement économique. Une femme sur 10 dans le monde vivait dans l'extrême pauvreté en 2023, et on estime qu'environ 1 femme sur 12 continuera de vivre avec moins de 2,15 dollars par jour d'ici 2030. Ces statistiques désolantes mettent en lumière les disparités persistantes influencées par des facteurs tels que l'accès limité aux ressources économiques, la discrimination et les obstacles systémiques à la participation économique, y compris l'inégalité salariale. La pauvreté va au-delà de la privation de revenus et englobe la restriction des libertés et des perspectives. Pour les femmes, qui sont souvent confrontées à des difficultés socioéconomiques tenaces, la pauvreté se manifeste non seulement par une déresponsabilisation économique, mais aussi par leur exclusion de la vie politique et civile.

36. Les conséquences de la pauvreté sur l'égalité des femmes sont illustrées de manière frappante par les disparités mondiales en matière de revenus, de propriété foncière, d'éducation, de soins de santé et de protection sociale. Les femmes ne gagnent que 51 centimes pour chaque dollar gagné par les hommes, les écarts étant plus prononcés dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où elles gagnent respectivement 33 et 29 centimes. En outre, près d'un quart des femmes et des filles étaient exposées à une insécurité alimentaire modérée ou grave en 2023, ce qui souligne que la pauvreté et l'insécurité alimentaire, qui les affecte de manière disproportionnée, se recoupent. En 2023, les jeunes femmes risquaient au moins deux fois plus que les jeunes hommes d'être privées d'instruction, d'emploi ou de formation. Cette situation concernait 129 millions de filles et de jeunes femmes, en particulier celles qui vivaient dans la pauvreté et dans des communautés rurales et marginalisées. Une telle exclusion limite les opportunités économiques et perpétue les cycles intergénérationnels de la pauvreté.

37. L'accès limité aux soins de santé exacerbe l'insécurité économique des femmes en raison des contraintes de mobilité, des faibles taux d'alphabétisme, des attitudes discriminatoires et de la formation insuffisante des prestataires de soins aux besoins des femmes en matière de santé. Les femmes en situation de pauvreté sont souvent confrontées à des risques accrus en matière de mortalité maternelle, à des problèmes

¹⁰ Voir A/79/79-E/2024/54 ; https://wbl.banquemondiale.org/fr/wbl?_gl=1*40ppku*_gcl_au*MTkyMTY4MTYwOS4xNzIzMjA2MzIz ; E/CN.6/2024/3 ; et <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-11/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2023-fr.pdf>.

de santé reproductive et à l'insuffisance d'accès aux services de santé essentiels, ce qui ne fait qu'aggraver leurs difficultés socioéconomiques. Le manque d'accès à la protection sociale, qui touche les femmes de manière disproportionnée, compromet encore davantage leur stabilité économique. Durant la pandémie, seulement 12 % des mesures de protection sociale qui ont été prises avaient pour but d'assurer la sécurité économique des femmes, ce qui témoigne d'un soutien inadéquat à l'accroissement des tâches domestiques non rémunérées, qui leur incombent la plupart du temps.

38. La surreprésentation des femmes dans l'emploi informel constitue un autre défi de taille. Les femmes qui travaillent dans le secteur informel sont mal payées, ont des conditions de travail qui ne respectent pas les normes et bénéficient d'une protection sociale limitée, ce qui aggrave leur marginalisation économique par rapport aux travailleurs de l'économie formelle. En outre, les écarts de participation au marché du travail entre les genres persistent : 61,4 % des femmes âgées de 25 à 54 ans faisaient partie de la population active mondiale en 2022, contre 90,6 % des hommes.

39. Le travail domestique est un des piliers des économies et des sociétés, mais il est rarement considéré à sa juste valeur. L'accès à des services de garde d'enfants abordables est un facteur clé pour améliorer la situation des femmes sur le marché du travail. Entre 2000 et 2022, elles ont consacré 2,5 fois plus d'heures que les hommes aux soins et travaux domestiques non rémunérés. Cela contribue largement à leur risque accru de pauvreté. La discrimination intersectionnelle aggrave les difficultés des femmes confrontées à de multiples formes de marginalisation. En 2023, les femmes étaient deux fois plus susceptibles que les hommes de se plaindre de discrimination fondée sur le genre et presque deux fois plus susceptibles d'être confrontées à la discrimination fondée sur la situation matrimoniale, ce qui souligne l'omniprésence des préjugés liés au genre dans nos sociétés.

40. Certaines politiques économiques peuvent exacerber les inégalités de genre et perpétuer les cycles de la pauvreté et des inégalités, notamment lorsqu'elles portent uniquement sur la politique monétaire en omettant de replacer la pauvreté dans son contexte et dans sa globalité.

41. Compte tenu de ces défis, l'inclusion financière apparaît comme une stratégie cruciale pour l'autonomisation économique des femmes. En effet, l'accès aux services financiers améliore leur capacité à investir dans l'éducation, les soins de santé et les entreprises, contribuant ainsi au bien-être de leur foyer et à la croissance économique. Toutefois, des disparités de genre persistent en matière d'inclusion financière, des écarts importants subsistant dans l'accès aux services bancaires et au crédit.

42. Afin de relever les multiples défis auxquels les femmes sont confrontées, des stratégies globales sont nécessaires pour faire disparaître les inégalités systémiques et favoriser un développement économique et social inclusif. Les efforts prioritaires devraient viser à combler les écarts entre les genres en matière d'éducation, de soins de santé et de perspectives économiques, tout en renforçant les mécanismes de protection sociale afin de garantir un accès équitable aux ressources.

43. Les gouvernements jouent un rôle central dans la conduite de ces efforts en adoptant des politiques qui renforcent l'autonomie économique et juridique des femmes. Il s'agit notamment de mettre en œuvre une budgétisation tenant compte des questions de genre, de promouvoir la participation des femmes aux activités économiques et d'harmoniser les lois avec les cadres internationaux afin de protéger les droits des femmes en matière d'occupation des terres, d'héritage et de ressources financières. Il importe également de réexaminer les politiques afin d'atténuer leurs impacts sur les genres, de mettre en place des réformes agraires complètes pour garantir les droits de propriété des femmes et de lutter contre la corruption, qui compromet l'atténuation de la pauvreté. Plus important encore, la lutte contre la

féménisation de la pauvreté exige des stratégies intégrées qui reconnaissent que la pauvreté est un problème à multiples facettes étroitement lié aux inégalités de genre.

V. Mesures et politiques pour mettre fin à la pauvreté¹¹

44. Le contexte mondial actuel de crises multiples, qui affecte négativement la croissance économique et le relèvement économique et social au lendemain de la pandémie, exige des politiques, mesures et programmes publics globaux capables de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et des inégalités afin d'accélérer la réduction de la pauvreté sous ses divers aspects.

45. Les transformations structurelles permettent d'obtenir une trajectoire de croissance économique plus productive, plus inclusive et plus durable, qui mène en fin de compte à la réduction de la pauvreté. Pour promouvoir ces transformations, il faut des politiques de développement productif mises en œuvre au moyen d'actions coordonnées et multipartites. Au niveau régional, les initiatives de regroupement constituent un exemple de ces politiques ; elles ont produit des résultats encourageants et de précieuses leçons. De telles initiatives sont présentées, par exemple, sur la plateforme des initiatives de regroupement et autres initiatives d'articulation productive territoriale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cet outil très utile devrait permettre d'accroître le nombre d'initiatives et leur contribution à la diversification et au développement de l'appareil productif de la région.

46. Pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, notamment de l'objectif 1 visant à éliminer la pauvreté, il convient d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques qui permettent des transitions justes dans les domaines des systèmes alimentaires, de l'énergie, de l'éducation, du travail, de la protection sociale, des changements climatiques et de l'environnement.

47. La transformation des systèmes alimentaires est nécessaire pour éliminer la pauvreté et va de pair avec le renversement de la situation en ce qui concerne les inégalités de genre et la marginalisation, la vulnérabilité aux risques climatiques ainsi que la raréfaction des ressources. Les systèmes alimentaires durables contribuent à la croissance économique et jouent un rôle majeur dans l'élimination de la faim et de la pauvreté, en garantissant à tous un accès équitable et abordable à une alimentation nutritive. Ils augmentent également la résilience face aux incertitudes climatiques et favorisent l'inclusion sociale en soutenant les communautés locales et les petits exploitants agricoles. Les mesures et les politiques visant à assurer la transition vers des systèmes alimentaires durables comprennent : la promotion des pratiques agricoles durables ; la stimulation des systèmes alimentaires locaux ; la promotion des principes de l'économie circulaire ; la création d'incitations financières et l'élaboration de réglementations en faveur de l'utilisation durable des terres, de la gestion de l'eau et de la préservation de la diversité biologique ; et la facilitation de l'accès des femmes, des habitants des zones rurales et des autres groupes défavorisés aux biens de production, aux marchés et à la participation communautaire.

48. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les mesures susmentionnées ont été prises par de nombreux pays, notamment : le Brésil, dans son plan « ABC+ » en faveur de l'adaptation et de l'agriculture à faible émission de carbone ; la Colombie, dans son plan national d'irrigation et de drainage pour les agricultures paysanne, familiale et communautaire ; et l'Uruguay, dans son plan d'action national pour la transformation des systèmes alimentaires à l'appui du Programme 2030. Dans ces

¹¹ Voir www.cepal.org/es/proyectos/plataforma-iniciativas-cluster-otras-iniciativas-articulacion-productiva-territorial ; www.cepal.org/en/pressreleases/eclac-launched-platform-cluster-and-other-territorial-productive-articulation ; et <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389852>.

plans, les pays ciblent la sécurité alimentaire, l'alimentation saine et la réduction des déchets, ainsi que l'adoption de technologies qui permettent une production agricole durable.

49. Une énergie disponible, accessible et abordable constitue un puissant moteur de la croissance économique et du développement, y compris de la réduction de la pauvreté. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les pays progressent dans la transition énergétique et plusieurs d'entre eux disposent de politiques énergétiques nationales. L'Afrique pâtit toujours d'un accès très limité à l'électricité, malgré sa richesse en sources d'énergie. Une transition énergétique juste lui serait donc extraordinairement bénéfique pour ce qui est du développement économique, du progrès social et de la durabilité environnementale.

50. Avec un financement adéquat, les pays d'Afrique peuvent investir dans l'expansion des infrastructures énergétiques et mettre ainsi en place des réseaux électriques fiables et accessibles ainsi que des technologies énergétiques propres et durables. Le Rwanda, par exemple, a bénéficié d'un prêt de la Banque mondiale pour améliorer l'accès à l'électricité grâce à son projet de Fonds pour les énergies renouvelables (Renewable Energy Fund, REF), en utilisant des technologies hors réseau. La mobilisation des ressources nationales, si elle est exploitée de manière efficace, peut également débloquer des financements pour l'énergie. Le financement de la lutte contre les émissions de carbone, qui implique l'utilisation d'instruments financiers, tels que les crédits d'émission, pour encourager la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement de projets à faible intensité de carbone, peut constituer une source importante de recettes supplémentaires, apporter des réponses aux défis des changements climatiques et promouvoir le développement durable en Afrique, qui abrite de nombreux habitats naturels jouant un rôle crucial dans le stockage du carbone. Par exemple, le Nigéria, grâce à sa loi de 2021 sur les changements climatiques, par laquelle il s'engage à réduire à zéro ses émissions nettes d'ici 2060, pourrait générer plus de 30 millions de crédits d'émission, ce qui correspond à des recettes annuelles de plus de 500 millions de dollars d'ici 2030.

51. Dans tous les pays, l'investissement dans un enseignement de qualité est une stratégie rentable pour le développement économique et le progrès social. À l'échelle mondiale, une réduction de 10 % du nombre de décrocheurs scolaires et d'enfants n'ayant pas les aptitudes de base augmente la croissance annuelle du PIB d'un à deux points de pourcentage, soit un effet similaire à celui de l'amélioration des résultats des tests cognitifs. Pour prévenir le décrochage scolaire et améliorer les résultats de l'apprentissage, les gouvernements sont encouragés à consacrer au moins 4 à 6 % de leur PIB à l'éducation et à dispenser à tous, sans discrimination, 12 années d'instruction gratuite, inclusive, équitable et de qualité.

52. De même, l'amélioration de l'accès à un travail décent et à un système de protection sociale solide contribue à réduire la pauvreté et les inégalités. Les stratégies et les politiques en faveur d'une transition juste dans le domaine de l'emploi et de la protection sociale comprennent : l'extension des politiques actives du marché du travail et leur coordination avec les politiques de développement productif et les systèmes de protection sociale, en particulier ceux qui ciblent les populations les plus vulnérables ; le renforcement des systèmes de protection sociale grâce à l'augmentation de la couverture de la protection sociale contributive et non contributive, en fournissant des transferts monétaires qui garantissent un niveau adéquat de bien-être aux ménages les plus pauvres, en particulier ceux qui comportent des enfants et des adolescents ; la mise en œuvre de systèmes de soins de santé universels, complets et durables en augmentant les dépenses publiques et en réduisant les dépenses à la charge des patients ; la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie et des programmes de formation.

53. En Amérique latine et dans les Caraïbes, de nombreux pays ont mis en œuvre de telles politiques. Par exemple : la Trinité-et-Tobago a intégré le programme pour un travail décent de l'OIT dans ses programmes en faveur de l'employabilité ; au Chili, les programmes destinés à la jeunesse comprennent une aide à l'emploi des jeunes ; au Brésil, les programmes en faveur de l'emploi des femmes comprennent le programme « Emprega + Mulheres ». La plupart des pays de la région disposent de systèmes de retraite non contributifs et ont mis en œuvre des programmes de transferts monétaires assortis ou non de conditions, et de nombreux pays ont amélioré leurs systèmes d'enregistrement des données sociales des bénéficiaires.

VI. Problèmes et stratégies en matière de financement de l'élimination de la pauvreté¹²

54. Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont confrontés à des défis considérables en matière de financement de l'élimination de la pauvreté. Du fait de leurs modestes économies et de leurs vastes secteurs informels, leurs recettes sont insuffisantes, ce qui limite les investissements dans des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, la protection sociale, l'eau, l'assainissement et le développement humain. Leurs systèmes fiscaux, qui ne sont pas assez progressifs, ne profitent pas efficacement aux plus pauvres, mais exacerbent les inégalités en favorisant les riches. En outre, ces pays sont très dépendants des envois de fonds, de l'aide publique au développement (APD) et des investissements étrangers directs (IED). Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure reçoivent souvent très peu d'IED et, lorsque c'est le cas, cela concerne généralement un nombre très restreint d'activités, telles que l'exploitation minière et d'autres activités du secteur primaire.

55. Le service de la dette grève encore davantage les ressources, les détournant des initiatives de réduction de la pauvreté et entravant les efforts de développement durable. Plus de 50 % des pays les moins avancés et des pays à faible revenu présentent un risque élevé de surendettement ou sont déjà surendettés. La crise de la dette est d'autant plus préoccupante qu'environ 40 % de la population mondiale vit dans des pays où les gouvernements consacrent davantage de ressources au paiement des intérêts qu'au financement de l'éducation ou de la santé. La plupart de ces pays sont également confrontés à des déficits primaires persistants en raison de l'importance des dépenses à engager et de la survenue de chocs extérieurs. De plus, dans les pays vulnérables, plus de la moitié de l'accroissement de la dette provient des catastrophes liées aux changements climatiques. La hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, associée à la dépréciation monétaire, a exacerbé ces problèmes. Les mesures de soutien budgétaire introduites pendant les crises ont encore pesé sur les finances publiques. Les recettes fiscales n'ont pas été à la hauteur des dépenses, et certains pays ont connu une baisse des financements à des conditions favorables alors qu'ils demeurent tout aussi vulnérables aux chocs climatiques et autres.

¹² Voir <https://desapublications.un.org/publications/financing-sustainable-development-report-2024> ; https://wbl.banquemondiale.org/fr/wbl?_gl=1*dm397w*_gcl_au*MTkyMTY4MTYwOS4xNzIzMjA2MzIz ; <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-11/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2023-fr.pdf> ; <https://unstats.un.org/sdgs/report/2023/Goal-01/#> ; https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2020_fr.pdf ; <https://au.int/en/newsevents/20240508/3rd-sub-committee-tax-and-illicit-financial-flows> ; <https://www.migrationdataportal.org/fr/themes/rapatriements-de-fonds> ; et <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2023/09/19/countries-can-tap-tax-potential-to-finance-development-goals>.

56. Bien que la dette mondiale se soit stabilisée après la pandémie, les coûts toujours élevés du service et du refinancement de la dette, associés au resserrement des conditions financières, font peser des risques sur la stabilité économique. Les coûts de refinancement élevés et l'accès limité aux marchés financiers internationaux, couplés au poids toujours important du remboursement de la dette extérieure, exerceront des pressions non négligeables sur les liquidités des pays. Dans les pays les moins avancés, le service de la dette s'élèvera à 40 milliards de dollars par an entre 2023 et 2025, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport aux 26 milliards de 2022. Les pays les plus pauvres consacrent actuellement 12 % de leurs recettes aux paiements des intérêts, soit quatre fois plus qu'il y a 10 ans. Cette situation menace de détourner les ressources des investissements essentiels et d'entraver les progrès sur la voie de l'élimination de la pauvreté. En Afrique subsaharienne, le ratio moyen de la dette par rapport au produit intérieur brut a doublé au cours de la dernière décennie, passant de 30 % en 2013 à près de 60 % en 2022, ce qui limite la capacité des pays africains à rembourser leurs dettes et restreint la marge de manœuvre budgétaire dans de nombreux pays.

57. Il faut prendre des mesures de toute urgence pour s'attaquer aux problèmes de dette auxquels sont confrontés les pays en développement. Cet objectif peut être atteint en mettant en œuvre un mécanisme plus efficace de résolution des crises de la dette, afin que ces pays gagnent en marge de manœuvre budgétaire et soient ainsi en mesure d'investir davantage dans les objectifs de développement durable. De même, l'amélioration des pratiques d'administration de la dette, en garantissant la transparence, en perfectionnant l'analyse du degré d'endettement tolérable et la notation du risque de crédit, ainsi qu'en précisant les termes du contrat (par exemple en introduisant des clauses de remboursement conditionné par la situation économique de l'État), peut véritablement aider les pays en situation de surendettement.

58. En outre, les flux financiers illicites empêchent les pays en développement de mobiliser et de dépenser les importantes ressources financières publiques nécessaires à un développement socioéconomique inclusif et équitable. L'Afrique perd environ 89 milliards de dollars par an en flux financiers illicites. Ils représentent 3,7 % du PIB du continent. Il est donc urgent de renforcer la coopération mondiale afin de les endiguer. Les pays doivent également mettre en place des systèmes budgétaires solides et résilients, notamment en diversifiant leurs sources de revenus et en prenant des mesures pour lutter contre les flux financiers illicites.

59. Depuis 2015, les envois de fonds constituent le principal flux financier extérieur vers les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, à l'exception de la Chine. Ils dépassaient les IED de plus de 250 milliards de dollars en 2023. Les envois de fonds vers les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire ont augmenté de 3,8 % pour atteindre 669 milliards de dollars en 2023, soit un ralentissement par rapport aux années précédentes en raison d'une croissance économique plus faible dans les pays à revenu élevé. Au niveau mondial, les envois de fonds ont atteint 860 milliards de dollars en 2023 et devraient augmenter de 3,1 % en 2024. En 2023, c'est au Tadjikistan, aux Tonga, au Samoa, au Liban et au Nicaragua que la proportion de ces fonds par rapport au PIB était la plus élevée. Les efforts devraient porter en priorité sur la réduction des coûts, l'amélioration de l'inclusion et de la culture financières, le renforcement des cadres réglementaires, la participation des communautés de la diaspora et la promotion de l'innovation dans les processus d'envoi de fonds.

60. La croissance de l'IED est retombée au cours des deux dernières décennies, notamment dans les pays en développement, ralentissant fortement pour atteindre une moyenne de 0,8 % dans les années 2010, ce qui contraste fortement avec les taux

supérieurs observés dans les années 2000. Cette décélération s'explique par l'évolution vers des modèles d'entreprise numériques et des formes de production à faible intensité capitalistique, par une montée du protectionnisme et de l'incertitude politique, ainsi que par la pandémie. En 2023, l'IED mondial a légèrement augmenté pour atteindre 1 370 milliards de dollars, après une baisse observée en 2022. Pour bénéficier d'une augmentation des IED, les pays doivent impérativement agir sur des facteurs clés tels que l'amélioration des infrastructures, la mise en place de mesures incitatives, la garantie de la stabilité politique, la réduction de la bureaucratie, l'amélioration de la transparence réglementaire et la promotion de politiques favorables aux investisseurs.

61. Les niveaux d'APD ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années en raison des réponses apportées aux multiples crises, bien qu'ils restent en deçà des besoins et des engagements. L'APD a augmenté de 1,8 % pour atteindre un nouveau pic de 223,7 milliards de dollars en 2023, contre 211 milliards en 2022, du fait de l'accroissement des flux d'aide à l'Ukraine et de l'aide humanitaire aux pays en développement. Cette même année, les montants de l'APD bilatérale fournie aux pays les moins avancés et à l'Afrique ont également augmenté, en termes réels, de 3 %, pour atteindre 37 milliards de dollars, et de 2 %, pour s'établir à 42 milliards, respectivement. Il s'agit d'une amélioration par rapport à la tendance à la baisse de 2022. Pour la deuxième année consécutive, du côté des donateurs, l'APD s'est élevée à 0,37 % de leur revenu national brut combiné, ce qui est inférieur à l'objectif de 0,7 % fixé de longue date par l'ONU. Les pays développés doivent respecter leurs engagements de longue date en matière d'APD et veiller à ce que l'aide soit efficace et cohérente avec les priorités nationales et les stratégies de développement.

62. En 2020, la moitié des économies émergentes et les deux tiers des pays à faible revenu avaient un ratio impôts/PIB inférieur à 15 %, seuil au-delà duquel la croissance économique tend à s'accélérer. Les pays disposent d'un potentiel important pour accroître leurs recettes fiscales sur la base de leurs capacités de collecte de l'impôt. En moyenne, les pays à faible revenu pourraient potentiellement augmenter leur ratio impôts/PIB de 6,7 points de pourcentage. Les politiques devraient accorder la priorité à l'amélioration de la collecte de l'impôt grâce à des systèmes fiscaux transparents, perfectionnés, équitables et efficaces, en introduisant une fiscalité progressive, en élargissant l'assiette fiscale, en améliorant l'observance fiscale, en tirant parti des fonds provenant des programmes de microfinancement et d'autres initiatives d'inclusion financière, en capitalisant sur les perspectives qu'offre le financement numérique, en promouvant une croissance économique inclusive, en renforçant la gouvernance et la responsabilité, et en associant le secteur privé.

VII. Activités menées par les entités des Nations Unies pour accélérer la mise en œuvre du plan d'action à l'échelle du système pour l'élimination de la pauvreté¹³

63. La présente section fait état des progrès réalisés par les entités des Nations Unies dans la mise en œuvre du plan d'action à l'échelle du système, qui est axé sur l'intégration des opérations et politiques aidant les États Membres à faire une priorité de leur capacité à assurer la cohérence de leurs institutions et politiques.

¹³ Pour de plus amples informations sur les interventions des entités des Nations Unies et sur le plan d'action, voir www.un.org/development/desa/socialperspectiveondevelopment/united-nations-decade-for-the-eradication-of-poverty/swap3rd.html.

A. Soutien à la transformation structurelle, à l'emploi productif et au travail décent

64. En 2023, en l'absence de données récentes sur les ménages, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a aidé les gouvernements ghanéen, namibien, ougandais et tanzanien à évaluer leurs situations en matière de pauvreté, d'inégalités et de vulnérabilité. Elle a également mené plusieurs études en Zambie et au Zimbabwe sur les chaînes de valeur transfrontalières du maïs et des produits laitiers. Lors de la dixième session du Forum régional africain pour le développement durable, la CEA et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont organisé une session de haut niveau sur l'objectif de développement durable n° 1, à savoir « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ». À la demande du Brésil, qui préside le Groupe des 20, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a fourni un rapport technique sur le coût du double fardeau de la malnutrition, élaboré conjointement avec le bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à l'intention de l'équipe spéciale chargée de créer une alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a fourni à ses États membres une analyse politique des effets de la situation macroéconomique récente associant croissance lente et prix élevés sur la création d'emplois, la pauvreté et les inégalités.

65. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) développe l'outil « Money-Metric Poverty Assist Tool » pour permettre aux utilisateurs de calculer la pauvreté nationale et régionale en fonction de différents seuils de pauvreté de revenu. La CESAO a également aidé le Gouvernement mauritanien à concevoir un plan national d'optimisation de la réduction de l'indice de pauvreté multidimensionnelle et elle a poursuivi son soutien à l'Égypte pour l'élaboration de son premier indice national de pauvreté multidimensionnelle à partir des données de la dernière enquête auprès des ménages. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fourni un appui à l'élaboration des politiques et des programmes à plusieurs pays. Elle les a aidés à développer et mettre en œuvre des initiatives visant à promouvoir l'emploi décent des jeunes, les emplois verts et la réintégration des migrants de retour dans les systèmes agroalimentaires dans le contexte de la riposte à la COVID-19 et du relèvement. L'Organisation internationale du travail (OIT) soutient des interventions en faveur d'une transition élargie et approfondie vers l'économie formelle au moyen de la lutte contre différentes causes de l'économie clandestine. En outre, elle collabore avec les gouvernements et les partenaires sociaux à la conception et à la mise en œuvre de politiques nationales de l'emploi qui soutiennent la mise en place des plans nationaux de développement.

66. Le Programme mondial « Placer la Migration au Service du Développement Durable », élaboré conjointement par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), s'est achevé à la fin de l'année 2023. Il comportait une évaluation et une compréhension contextualisées de ce qui pousse les gens à se déplacer. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la FAO, l'OIT, le PNUD, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM) mettent conjointement en œuvre l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes. ONU-Femmes a publié des cadres juridiques pour la passation de marchés tenant compte des questions de genre, y compris un examen comparatif des mesures réglementaires et politiques et des normes juridiques internationales et nationales afin d'aider les pays à améliorer leurs systèmes de passation de marchés pour qu'ils prennent davantage en compte les questions de genre. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le

développement (CNUCED) a réalisé des évaluations nationales des lacunes en matière de capacités de production pour le Cambodge, les Comores, Djibouti, le Malawi, le Nigéria et le Sénégal.

67. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a publié le rapport intitulé *Inclusive Wealth Africa 2024: Moving beyond GDP* (La richesse inclusive en Afrique 2024 : au-delà du PIB), qui évalue les capacités et performances nationales grâce à la mesure de la durabilité et du bien-être économiques. En Ouganda, au Rwanda et au Togo, le PNUE et ses partenaires ont lancé un programme accordant des subventions aux start-ups de la mobilité électrique, en mettant l'accent sur la création d'emplois pour les femmes. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a aidé les petites et moyennes entreprises de divers secteurs à moderniser leurs processus de production, à améliorer la qualité de leurs produits et à accéder à de nouveaux marchés.

B. Élargissement des régimes de protection sociale à l'appui d'un développement inclusif propice à réduire la pauvreté

68. La CEPALC met régulièrement à jour la base de données des programmes de protection sociale non contributive en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui fournit un aperçu complet des transferts monétaires assortis de conditions, des régimes de retraite non contributifs et des programmes d'inclusion professionnelle mis en œuvre par 30 pays. La CESAP a continué d'aider les pays à mettre en œuvre le Plan d'action pour le renforcement de la coopération régionale en matière de protection sociale en Asie et dans le Pacifique, notamment en lançant des modules de formation en ligne sur la protection sociale.

69. La FAO soutient l'extension de la protection sociale aux populations rurales pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et fournit un soutien technique, des plateformes d'échange de connaissances, des solutions numériques et d'autres services aux gouvernements afin d'encourager les synergies entre la protection sociale et les systèmes agroalimentaires.

70. L'UNICEF a soutenu le passage au numérique des systèmes de gestion de l'information en matière de protection sociale ainsi que leur interopérabilité, contribuant ainsi à rendre les régimes de protection sociale plus transparents, plus efficaces et plus responsables. Par exemple, en collaboration avec la Banque mondiale et le PAM, l'UNICEF a appuyé la création du registre social unifié et l'enregistrement initial de 65 000 ménages à Madagascar. En outre, l'UNICEF soutient activement 67 pays partout dans le monde pour qu'ils améliorent leurs programmes et systèmes de protection sociale afin d'aider davantage les enfants en situation de handicap et leurs familles.

71. ONU-Femmes a récemment rédigé une évaluation et une liste de contrôle pour l'intégration de la dimension de genre dans les stratégies nationales de protection sociale, en mettant l'accent sur l'Afrique subsaharienne, ainsi qu'un rapport sur les liens entre la protection sociale et la violence de genre en termes de prévention et de lutte contre ce fléau.

C. Renforcement du capital humain : lutter contre les formes de pauvreté non liées au revenu

72. La Commission économique pour l'Europe (CEE) achève ses travaux sur un ensemble d'indicateurs de la pauvreté subjective qui pourraient servir aux comparaisons internationales et fournit des conseils en la matière aux organismes

nationaux de statistique. La CESAP a élargi sa plateforme visant à ne laisser personne de côté et a œuvré en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités techniques des organismes nationaux de statistiques dans 30 pays afin de produire des données sur mesure sur cette question à l'aide des enquêtes nationales sur les ménages.

73. La CESAO a contribué au processus d'amélioration des connaissances sur la pauvreté multidimensionnelle en publiant le deuxième rapport sur la pauvreté multidimensionnelle dans le monde arabe, projet phare pluriannuel interorganisations¹⁴. Sur la base de ce rapport, elle a entrepris des exercices d'optimisation de la réduction de la pauvreté dans cinq États arabes afin de soutenir leurs efforts de réduction de la pauvreté multidimensionnelle.

74. L'OIT soutient la mise en place d'institutions en faveur de l'emploi, qui jouent un rôle clé dans la revitalisation du contrat social entre les acteurs de la société, dans la réduction de la pauvreté et dans la promotion de la justice sociale. Il s'agit essentiellement des normes internationales du travail, des institutions régissant le marché du travail et l'administration du travail, ainsi que du dialogue social, qui contribuent tous à définir et à mettre en œuvre les politiques, les réglementations et les programmes, non seulement pour la bonne gouvernance des marchés du travail, mais aussi, plus largement, pour un développement économique et social durable.

75. À la veille du Sommet sur les objectifs de développement durable, l'OIM a publié son rapport phare, intitulé *Leveraging Human Mobility to Rescue the 2030 Agenda* (La mobilité humaine à la rescousse du Programme 2030), dans lequel elle présente six actions d'accélération intégrées et tenant compte de la mobilité pour mettre en pratique la vision audacieuse de la déclaration politique du Sommet. En janvier 2024, elle a également publié son nouveau Plan stratégique pour la période 2024-2028. Dans les années à venir et pour le reste de la période de mise en œuvre du plan d'action à l'échelle du système, ces deux documents serviront de catalyseur pour les solutions intégrées de l'OIM en vue d'éliminer la pauvreté.

76. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud gère des fonds d'affectation spéciale pour des activités et des projets concrets visant à réduire la pauvreté multidimensionnelle. En réponse aux demandes formulées par les États Membres lors de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, le Bureau et le mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui regroupe une quarantaine d'organismes des Nations Unies, ont élaboré la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies pour la période 2020-2024.

D. Avenir de l'alimentation et de l'agriculture durable

77. La CESAO a accueilli le deuxième Forum arabe pour l'égalité à Beyrouth, en juin 2023, et a publié son rapport phare intitulé *Inequality in the Arab region: Food insecurity fuels inequality* (Inégalités dans la région arabe : l'insécurité alimentaire favorise les inégalités).

78. En collaboration avec le Fonds international de développement agricole et d'autres organismes des Nations Unies, la FAO continue d'aider les pays à renforcer leurs politiques foncières, leurs plans de développement et leurs programmes au profit des groupes les plus pauvres et les plus marginalisés, ainsi que l'autonomisation des

¹⁴ Consultable à l'adresse suivante : www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/second-arab-multidimensional-poverty-report-english.pdf.

populations et les moyens d'action des femmes rurales, et à élaborer des politiques visant à renforcer l'agriculture familiale. L'OIT a élaboré des principes directeurs pour la promotion du travail décent dans l'industrie agroalimentaire. ONU-Femmes a appuyé le Comité de la sécurité alimentaire mondiale pour l'élaboration des directives volontaires arrêtées sur le plan intergouvernemental sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition¹⁵.

79. La CEE est membre de la coalition thématique sur les systèmes alimentaires durables, qui rassemble plusieurs organisations régionales des Nations Unies en Europe et en Asie centrale afin d'assurer une réponse coordonnée du système des Nations Unies aux questions transversales liées aux systèmes alimentaires durables. Le programme « Accélérateur de la transformation des systèmes agroalimentaires », lancé conjointement par la FAO et l'ONUDI, a entraîné des progrès prometteurs au cours de sa première année en permettant la conception et la mise en œuvre de projets à effet catalyseur, qui facilitent les partenariats innovants et les investissements conformes aux objectifs de développement durable pour transformer les systèmes agroalimentaires dans des pays comme le Suriname.

80. En collaboration avec la Chine et l'Inde, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a mis en œuvre plusieurs projets, dont un qui a contribué à réduire les effets négatifs des sécheresses fréquentes et à renforcer la résilience à long terme en améliorant la production alimentaire et l'accès au marché des petits exploitants agricoles au Zimbabwe. L'OMS héberge la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables, et, avec la FAO, dirige les activités relatives à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025).

E. Réduction des inégalités

81. LA CESAO a lancé le portail « Inequality Solutions » qui présente des exemples de politiques ayant fait leurs preuves, partout dans le monde, pour réduire les inégalités sous toutes leurs formes. La FAO continue d'intensifier ses efforts pour améliorer les moyens de subsistance et la résilience, notamment grâce à son initiative en faveur d'une transformation résiliente et inclusive (Resilient and Inclusive Transformation Impact Initiative). La Coalition mondiale pour la justice sociale de l'OIT fournit une plateforme pour un effort multilatéral efficace et cohérent visant à renforcer la dimension sociale du développement durable et de la croissance économique.

82. Les programmes phares du Programme des Nations unies pour les établissements humains, tels que « Des quartiers et communautés vivants et inclusifs », ciblent la régénération urbaine afin de réduire les inégalités spatiales et la pauvreté. Ses programmes mondiaux, tels que l'Alliance mondiale des partenariats d'entreprises de distribution d'eau et le Réseau mondial des instruments fonciers, contribuent depuis longtemps à la réduction des inégalités et de la pauvreté. ONU-Femmes a influencé la Stratégie de genre (2024-2030) de la Banque mondiale, par exemple en contribuant à des approches tenant compte des questions de genre pour les évaluations des risques et de la résilience, ainsi que sa Stratégie pour les situations de fragilité, conflits et violence.

¹⁵ Consultables à l'adresse www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs2223/Gender/Guidelines_Final_Agreed_Version_June_2023_CLEAN/GEWGE_Guidelines_Final_Agreed_Version_June_2023_CLEAN.pdf.

83. La CNUCED a publié un rapport de recherche intitulé *Reducing inequality and poverty in Malawi: Policy analyses and options* (Réduire les inégalités et la pauvreté au Malawi : analyses des politiques et options), dans lequel elle examine le rôle des politiques économiques et sociales dans la compréhension de l'évolution des inégalités et de la pauvreté au cours des trois dernières décennies. Au moyen de ses travaux sur le vieillissement, la CEE contribue à éclairer les stratégies politiques visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités liées à l'âge. En 2023, l'UNICEF a apporté son soutien à 118 pays, soit plus de 4 000 administrations infranationales et locales, dont plus de la moitié étaient des municipalités urbaines, afin d'accroître les capacités de gouvernance locale pour la réduction de la pauvreté. Le PAM a participé à la lutte contre la vulnérabilité, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les inégalités en soutenant des programmes de protection sociale dans des zones rurales et urbaines ainsi que la redistribution des ressources qui contribuent à la satisfaction des besoins de première nécessité. En 2023, le Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous a publié son rapport final, axé sur la transformation structurelle. L'OMS a adopté ses lignes directrices sur l'équité de genre dans la recherche et a conçu un cours en ligne disponible sur sa plateforme OpenWHO intitulé « Taking sex and gender into account in infectious disease programmes » (Prendre en compte le sexe et le genre dans les programmes concernant les maladies infectieuses).

F. Lutte contre les changements climatiques et l'intensification des risques naturels

84. La CNUCED a soutenu les efforts visant à promouvoir la durabilité, aspect important de la réduction de la pauvreté, au moyen d'activités axées sur la lutte contre les changements climatiques. Dans son rapport 2023 sur les pays les moins avancés, sur le thème « Pour un financement du développement à l'épreuve des crises », qui a été présenté aux États Membres à la soixante-quinzième réunion directive du Conseil du commerce et du développement, en février 2024, la CNUCED a exhorté la communauté mondiale à s'attaquer aux graves problèmes financiers auxquels sont confrontés les pays les moins avancés.

85. Le PNUE soutient les pays et les parties prenantes dans la réduction des émissions et l'adaptation aux changements climatiques grâce à l'amélioration des interactions entre la science, la politique, la finance, la technologie et l'économie. Le portefeuille de projets en cours du PNUE profitera à environ 3,67 millions de personnes grâce à la restauration de 179 000 hectares de terres, à l'amélioration des connaissances en matière d'adaptation climatique de 110 000 personnes et de 140 institutions et à la construction de plus de 154 structures de récupération de l'eau.

86. ONU-Femmes et le PNUE continuent de mettre en œuvre conjointement le programme EmPower, qui vise à renforcer l'égalité des genres et les droits humains dans les actions liées aux changements climatiques et à la gestion des risques de catastrophe dans la région Asie-Pacifique. La seconde phase (2023-2027) du programme a pour but d'aider les femmes du Bangladesh, du Cambodge et du Viet Nam à acheter des équipements d'énergie renouvelable à petite échelle, tels que des pompes à eau solaires. L'OMS, le PNUD, le PNUE et l'UNICEF ont élaboré un nouveau recueil de 500 actions visant à réduire la mortalité et les maladies dues à des facteurs de risque environnementaux. L'OMS a récemment mis en ligne un cours sur les changements climatiques et la santé.

G. Lutte contre la pauvreté dans les contextes fragiles et les situations de crise humanitaire

87. Lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2023, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a lancé l'engagement multipartite sur les établissements humains durables et résilients face aux changements climatiques pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil, dans le but de favoriser des conditions de vie durables et résilientes face aux changements climatiques pour les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil. L'approche des établissements humains souligne l'importance de l'autonomie et de l'inclusion économique. Au total, 43 engagements ont été pris, des pays comme le Kenya et l'Éthiopie s'engageant à transformer les camps en établissements durables.

88. Le PAM assure la prestation de services dans les situations d'urgence pour le compte de ses partenaires et achète et livre des aliments nutritifs en vrac et spécialisés pour des tiers, y compris des gouvernements, dans le cadre de programmes humanitaires et de filets de sécurité, en tirant parti de ses systèmes et réseaux logistiques. Il adapte sa coordination, son leadership, sa stratégie et ses modèles de fonctionnement afin de garantir une prestation de services rapide, évolutive et prête en cas de situation d'urgence due à un conflit, au climat, à l'économie ou à la santé.

VII. Conclusions et recommandations

89. Le contexte actuel, perturbé du fait des crises mondiales multiples et interdépendantes, représente un défi immédiat pour l'objectif d'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, et requiert des politiques inclusives axées sur des actions et des processus stratégiques, coordonnés et multipartites aux niveaux national, régional et mondial.

90. Pour accélérer les progrès sur la voie de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation des objectifs de développement durable, les États Membres souhaiteront peut-être :

a) investir davantage dans la transformation des systèmes agroalimentaires afin de garantir à tous un avenir durable, résilient, inclusif et exempt de faim ;

b) soutenir l'autonomisation des femmes en leur donnant un rôle dans la prise de décisions, notamment en matière de santé reproductive et de participation aux secteurs économiques et sociaux, et en leur garantissant l'accès aux ressources productives ou la propriété de celles-ci, notamment la terre, les emplois, le capital, l'information, les réseaux sociaux et les coopératives ;

c) promouvoir la formation du capital humain pour tous afin de réaliser le plein potentiel productif de la société et d'approfondir la transformation structurelle de l'économie en garantissant l'accès universel à la protection sociale, aux soins de santé et à un enseignement de qualité, y compris le développement des compétences numériques ;

d) promouvoir l'accès à un travail décent en luttant contre l'économie informelle et les pratiques de fonctionnement illégales afin de bâtir des économies et des sociétés saines ;

e) diversifier les sources de financement et renforcer la mobilisation des ressources nationales ;

f) réformer l'architecture financière internationale afin qu'elle promeuve l'équité et profite aux pays les moins avancés et aux autres pays en situation particulière ;

g) aux côtés des créanciers internationaux, accorder la priorité à la transparence des négociations pour le règlement de la dette, à l'équité de la répartition du fardeau entre les créanciers, à la prise en compte de la soutenabilité de la dette, à la différenciation entre les questions de liquidité et de solvabilité, et à la promotion de la reprise et du développement économiques au moyen d'investissements ciblés. Il est essentiel de promouvoir la soutenabilité de la dette afin d'élargir la marge de manœuvre budgétaire et de renforcer les capacités des pays en développement à effectuer des dépenses sociales, garantissant ainsi une croissance économique et un développement durables.
